



**Communiqué de presse  
10 mai 2010**

## **ÉLECTION PRESIDENTIELLE AUX PHILIPPINES: LES VIOLENCES DOIVENT CESSER**

**Aujourd'hui aux Philippines se tient l'élection qui mettra fin au mandat de Gloria Macapagal Arroyo, et désignera son successeur. Peuples Solidaires, dénonce les violences qui ont ponctué cette campagne électorale et appuie les revendications de la société civile qui réclame des améliorations immédiates pour les travailleurs du pays et leurs défenseurs.**

Depuis l'arrivée au pouvoir de Gloria Macapal Arroyo en 2001, les organisations de défense des droits de l'Homme, dont Peuples Solidaires, n'ont cessé de dénoncer le climat de violence et d'impunité qui règne dans le pays. Cette campagne électorale elle-même a fait l'objet d'innombrables violences, et s'est achevée sur un bilan d'une centaine de morts. La lutte anti insurrectionnelle contre la guérilla communiste sert de prétexte à une répression meurtrière des mouvements sociaux et des partis de gauche, au premier rang desquels les organisations de défense des droits des travailleurs. « *En quelques années, plus de 1 100 militants ont été assassinés et on dénombre plus de 200 disparitions forcées* », dénonce Fanny Gallois, Chargée de mission Droits de l'Homme au travail chez Peuples Solidaires. Peuples Solidaires soutient depuis plusieurs années les ONG et syndicats philippins indépendants qui luttent contre la répression violente de la protestation sociale aux Philippines, notamment par le lancement de différents Appels Urgents.

Parmi les victimes de cette répression figure notamment Vincent Borja, dirigeant syndicaliste et politique injustement emprisonné depuis trois ans aux Philippines et en attente d'un jugement. Peuples Solidaires lançait le 15 avril 2010, un Appel Urgent ([Appel Urgent n° 337, Philippines: la criminalisation doit cesser](#)), pour demander l'audition et la libération immédiates de Borja.

L'Organisation internationale du travail (OIT) elle-même a dépêché une Mission de Haut Niveau aux Philippines en septembre dernier, et publié un rapport qui selon le syndicat Kilusang Mayo Uno (KMU), constitue une « *reconnaissance des violations graves et systématiques des droits de l'Homme et des syndicats sous le gouvernement de Gloria Macapagal Arroyo* ».

A l'occasion de la 99ème Conférence internationale du travail de l'OIT qui se tiendra dans moins d'un mois à Genève, Peuples Solidaires a invité Remigio Saladero, «avocat du peuple», emprisonné puis libéré suite à une campagne lancée par Peuples Solidaires en novembre 2009 ([Appel n° 332, Libérez l'avocat du peuple](#)), ainsi qu'un(e) représentant(e) du KMU, à participer à une tournée européenne pour venir témoigner des répressions dont les défenseurs des droits humains sont victimes dans leur pays. Ces deux représentants philippins seront à Paris début juin et disponibles pour répondre aux questions des journalistes.

### **Contact Presse :**

Camille Bethoux, Peuples Solidaires  
01 48 58 21 85 / 06 81 26 35 02  
[c.bethoux@peuples-solidaires.org](mailto:c.bethoux@peuples-solidaires.org)